



DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DETTE SOUTENABLE TROUVER LE JUSTE ÉQUILIBRE

Dakar, Sénégal

2 décembre 2019



République du Sénégal



CONSENSUS DE DAKAR

Discours de S.E.M. Macky Sall

En conclusion de la Conférence de Dakar

2 décembre 2019

Excellences, chers collègues et frères,

Madame la Directrice Générale du Fonds Monétaire international,

Madame la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies,

Monsieur le Vice-Président de la Banque Mondiale pour la Région Afrique,

Monsieur le Premier Ministre du Mali,

Monsieur et Mesdames les Présidents des Institutions nationales du Sénégal,

Mesdames, Messieurs les Ministres d'Etat,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs les Chefs de délégations,

Monsieur le Président du Cercle des économistes,

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations internationales,

Chers invités,

Nous voici arrivés au terme de nos travaux. Mes premiers mots seront d'abord pour vous remercier tous et toutes ; à commencer par mes collègues des pays membres de l'UEMOA qui ont honoré et rehaussé cette conférence de leur participation de haute qualité.

Merci à vous, chère Kristalina, pour votre disponibilité et votre engagement personnel pour la réussite de cette rencontre.

Merci à vous, chère Amina Mohammed, pour votre déplacement depuis New York ; apportant la touche onusienne de la conférence.

Je vous remercie également, cher Hafez, pour votre participation à la rencontre ; la Banque mondiale étant pour nous un partenaire indispensable dans l'œuvre de développement.

Je renouvelle enfin notre gratitude à nos amis du Cercle des économistes, pour leur contribution à la conférence, sous la conduite dynamique du Pr Lorenzi.

Je ne vais pas me livrer ici à un exercice de discours de clôture en tant que tel, mais essayer plutôt de restituer ce que je pense être des éléments consensuels de notre conférence. J'espère refléter ainsi l'esprit de partenariat et de collaboration positive que nous avons tous voulu imprimer à notre rencontre.

En ce sens, je crois que l'évènement qui nous a réunis aujourd'hui a été un succès sur plusieurs plans.

D'abord, par le nombre et la qualité des participants, chefs d'Etats et de gouvernement, dirigeants d'institutions internationales, experts et membres de la société civile.

Ensuite, par la pertinence et l'actualité du thème de la conférence.

Enfin, par l'ouverture, la sérénité et la franchise de nos débats.

Nous avons discuté de façon conviviale, sans tabou et posé les questions de fond que nous pensons être au cœur de la problématique de la dette, en relation avec le développement durable.

Chacun selon sa propre expérience et sa sensibilité a apporté une touche originale au débat.

Notre pari était de faire en sorte que la conférence de Dakar contribue à faire converger une position de principe consensuelle sur un impératif délicat, à savoir comment trouver le juste équilibre entre le développement durable et la dette soutenable.

En revisitant nos interventions respectives, je crois pouvoir dire que nous nous sommes accordés sur sept points de convergence que je vais décliner en sept points :

Un, la nécessité de renforcer la mobilisation des ressources internes, discales et épargne publique, pour financer le développement.

Deux, l'impératif d'amélioration continue de la gouvernance des finances publiques et de l'environnement des affaires.

Trois, la nécessité de prendre en compte la contrainte particulière liée à l'impact environnemental, notamment le changement climatique, et aux dépenses en matière de sécurité face au choc terroriste.

Quatre, l'urgence des besoins d'investissement en Afrique ; urgence et besoins qui constituent aussi autant d'opportunités pour relever la croissance économique à l'échelle mondiale. Chaque investissement qualitatif en Afrique génère en effet un impact positif pour le pays concerné mais également pour l'investisseur lui-même. Il est fortement recommandé que les partenaires techniques et financiers, notamment l'OCDE, le FMI et la Banque Mondiale, tiennent compte de la valeur des actifs et des revenus potentiels dans l'analyse de la viabilité de la dette de nos pays.

Cinq, nous avons aussi souligné les méfaits de l'échange inégal, notamment la faible rémunération des matières premières et le déficit, encore persistant, dans la création de chaînes de valeurs par la transformation locale des produits ; ce qui pose ipso facto la question cruciale de l'industrialisation de l'Afrique.

Six, nous avons largement débattu du caractère très exagéré de la perception du risque en Afrique ; ce qui a pour conséquence de renchérir davantage l'investissement et le coût de la dette. Sur ce plan, je crois que nous sommes tous d'accord qu'il y a un effort de sensibilisation à faire pour amener les institutions et organismes concourant à la formulation de cette perception, notamment l'OCDE, le FMI et la Banque Mondiale, à émettre des notations et avis plus objectifs, parce que tenant davantage compte de la réalité des situations.

Sept, enfin, nous avons réaffirmé la nécessité de poursuivre la collaboration féconde entre nos pays et les partenaires bilatéraux et multilatéraux, pour trouver les bases d'une gouvernance financière mondiale plus équitable, afin que l'Afrique, grâce à des investissements massifs, soit l'une des locomotives de la croissance mondiale.

Voilà, sans doute de façon résumée, ce que je voudrais soumettre à votre appréciation comme éléments consensuels de notre Conférence.

Face à de nouvelles réalités, nous voulons aller de l'avant en changeant les paradigmes.

Je voudrais compter sur tous mes collègues, mais aussi sur vous, chers **Kristalina, Amina, Hafez** et Pr **Lorenzi** pour **porter et amplifier ce message**, le **Consensus de Dakar**, auprès de nos partenaires bilatéraux, multilatéraux et le secteur privé.

Sur ce, je déclare clos les travaux de la conférence sur Développement durable et dette soutenable : trouver le juste équilibre.

Je vous remercie.